Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1686

Artikel: Parti socialiste : un nouveau programme pour militants studieux
Autor: Gavillet, André / Dépraz, Alex
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008989

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un nouveau programme pour militants studieux

Le parti socialiste suisse vient de sortir son nouveau programme économique. Projet ambitieux auquel ont été associées les compétences plurielles du PS. Les délégués ont deux mois pour l'assimiler. La soutenance des thèses est prévue le 24 juin à Delémont.

Décidément le nouveau style du PS fait dans le sérieux. Peu après l'élaboration et la discussion d'un rapport sur l'adhésion à l'Union européenne, 200 pages, dont certaines techniques comme des fiches en vue de la négociation, voici le nouveau programme (demandez-le) économique, 200 pages aussi dont quelques-unes sévères comme un rapport de l'OCDE.

Un programme de cette nature doit répondre à plusieurs ambitions. Tout d'abord faire un état des lieux, année 2006. L'analyse du PS est critique et pessimiste. Dans un monde en mouvement, où s'accélère la mondialisation, l'économie suisse stagne. La croissance est médiocre, comparée à celle de pays proches et de même stature comme la Finlande ou l'Autriche.

De ce constat se dégage a contrario la politique à suivre. Viser une croissance au minimum de 2% par la stimulation de la concurrence intérieure, tendre au plein-emploi, ce qui signifie réduction du chômage, mais aussi du sous-emploi, exiger une meilleure répartition de la plus-value nationale, car les revenus disponibles des salariés ont stagné quand les bénéfices des sociétés repartaient de plus belle. Cette croissance stimulée doit être régulée pour s'inscrire dans la perspective d'un développement durable.

Après l'état des lieux et la ligne générale, le programme veut définir par thèmes la politique souhaitable: consommation, formation et recherche, aménagement du territoire et agglomération, finances, fiscalité, dont le secret bancaire, logement, agriculture, égalité hommes-femmes, etc.

Chacun de ces thèmes peut et doit faire l'objet d'une discussion pour lui-même.

Finalité

Un rapport aussi volumineux et touffu, à la fois détaillé et recourant à des généralités que traduisent pour les actions à mener des infinitifs: parvenir à, instaurer un, intégrer, mettre en œuvre, un tel rapport à qui est-il destiné?

Certes il joue le rôle d'un jalon historique. Il portera la marque d'une Suisse, hors Union européenne, confrontée à une mondialisation accélérée. Mais si les programmes ont toujours été le reflet de leur temps, leur but n'est pas de contribuer à l'histoire contemporaine.

Plus évidemment, il est une sorte de bréviaire des actions à mener dans les exécutifs et les parlements. On pourra s'y référer pour y puiser des idées ou s'assurer qu'on est dans la ligne.

Mais il ne répond pas franchement à la question «qu'est-ce qu'être socialiste en 2006?» Ou plutôt il balance entre deux réponses. Stimuler la croissance pour répondre aux besoins nouveaux de justice sociale ou assurer la critique du capitalisme financier prédominant et mettre en place des contrepouvoirs qui par la participation, par la loi, la fiscalité, la régulation et le développement des secteurs à but non lucratif en diminuent l'emprise. Les deux réponses ne sont pas contradictoires. Mais si le programme est destiné aussi aux militants ou au citoyen qui désire s'informer, si une édition allégée est envisagée, renvoyant les chapitres spécialisés à des tirés-à-part, il serait souhaitable que la critique du capitalisme financier et la limitation de son empire figure en tête de cuvée. *ag*

L'armée veut faire la police

Les miliciens en cours de répétition ne feront bientôt plus le pied de grue devant les ambassades. Dès le 1er juillet, l'armée envisage de les remplacer par des recrues en service long, c'est-à-dire qui effectuent l'entier de leurs obligations militaires en une seule fois. Des soldats qui sont certes plus jeunes mais mieux formés à des tâches proches de celles de la police. Le Département de la défense saisit cette occasion pour réclamer des compétences élargies pour ses hommes qui ne devraient pas se contenter d'alerter la police, mais intervenir, contrôler et au besoin procéder à des arrestations. Les polices bernoise et genevoise ne voient toutefois pas d'un bon œil cette intervention accrue des militaires dans leurs prérogatives.

L'armée avance également ses pions aux frontières. Elle envisage là de remplacer les policiers militaires professionnels par des recrues en service long. La démarche se heurte cette fois à la résistance du corps des garde-frontières qui craint de voir la police militaire, véritable «Rolls-Royce» de l'armée, remplacée par des hommes moins bien formés.

L'engagement de l'armée en soutien aux autorités civiles pour garder les ambassades et surveiller les frontières a une durée limitée. A la fin de l'année prochaine, les arrêtés du Parlement arriveront à échéance. Or, sans ses missions, l'armée risque d'apparaître surdimensionnée. Elle joue donc la concurrence avec les autorités civiles. C'est le signe qu'un débat sur l'avenir de l'armée de milice et de l'obligation de servir devient urgent. *ad*

Sonntagszeitung, 16 avril 2006, «Armee will richtig Polizei spielen».
NZZ am Sonntag, 23 avril 2006, «VBS will Soldaten an die Grenze schicken».